

# **MISSION CONJOINTE DES AGENCES NATIONS UNIES**

## **DANS L'ADAMAOUA :**

### **RAPPORT**

#### **OBJET DE LA MISSION :**

Visite des 10 écoles retenues dans le cadre du Programme Conjoint « Genre et Scolarisation des Filles » du SNU à Ngaoundéré et à Meiganga.

**DATES :** du 1er au 6 mai 2005

#### **COMPOSITION DE LA MISSION :**

- Mme Béatrice FRI BIME, BIT
- Mme ABOMO MBIA, UNESCO
- Mme Vanya BERROUET, UNICEF

NB- Le Représentant de la DEPMN et Mme Paulette BEAT de l' UNFPA n'ont pas pu participer comme prévu à la mission.

#### **OBJECTIS SPECIFIQUES :**

- Apprécier les progrès réalisés dans les 10 écoles retenues dans le cadre de l'appui de l'UNICEF et du PAM et établir un état des lieux par rapport aux objectifs du Programme conjoint
- Identifier les besoins des écoles
- Définir le paquet de services à offrir à ces écoles par les différentes agences
- Définir les modalités et mécanismes de mise en œuvre et de suivi

#### **RESULTATS ATTENDUS :**

- Etat des lieux établis par rapport aux objectifs du programme conjoint
- Besoins des écoles identifiés
- Paquet de services à offrir défini

#### **DEROULEMENT DE LA MISSION (structures et personnes rencontrées, lieux visites) :**

- 1- Rencontre avec le Comité de Coordination Provincial du Programme Education de Base (CCP) (2 Mai)
- 2- Visite des sites de 4 écoles à Meiganga (3 Mai) , de 5 écoles à Ngaoundéré (4 mai) et de la communauté gravitant autour de ces écoles (représentantes des associations de femmes, chefs traditionnels, comités de gestion des cantines

scolaires, APEE). Rencontre également avec les gouvernements d'enfants des écoles.

### 3- Séance de synthèse à l'interne (5 Mai)



un de deux structure d'école de Ngan-Hi

Le travail de terrain a été réalisé avec l'appui du Secrétaire Exécutif du Comité de Gestion FAO/PAM, Monsieur MBA Daniel du MINADER, de l'Inspecteur Pédagogique Provincial chargé de l'Enseignement Maternel, M. Véronique Armand NGA. La séance de synthèse a été menée en présence de l'Inspecteur d'Arrondissement et de son Adjoint, Messieurs BINDE TOUNDE Alphonse et BABA Abdallah, lesquels n'ont pu pas participer aux visites de sites ainsi que de Monsieur NONGNI Matthieu, Chef S/APPS/MINEDUB.

**Remarques** : L'école de Mikila n'a pas pu être visitée, la zone étant jugée dangereuse à cause des coupeurs de route. Toutefois, les fiches de collecte d'informations ont été remises à l'Inspecteur de Meiganga pour les suites nécessaires.

Il n'a pas non plus été possible de tenir une séance de travail, comme prévu, avec le personnel technique de la Radio Communautaire TIKIRI de Meiganga car le jour de notre visite, elle avait passé le relais à la CRTV de Ngaoundéré et ne fonctionnait pas.

Finalement, nous pouvons déplorer l'absence de certains représentants d'autres secteurs, membres du CCP, comme les Délégués du MINPROFF et du MINAS ainsi que ceux du MINSANTE et du MINAGRI.

## **SYNTHESE DES OBSERVATIONS**

### **1- Caractéristiques des Ecoles**

Dans l'ensemble, les écoles présentent les caractéristiques suivantes : effectifs moyens autour de 240 élèves, les filles représentant en moyenne 41% des effectifs. Le ratio moyen salle /classe est de 3/6 alors que le ratio élèves/enseignants est en moyenne de 70/1. Le nombre moyen d'enseignants qualifiés est de 2 et l'ancienneté moyenne est de 4 avec de grandes variations entre les écoles (entre 1 et 9) et au sein même des écoles. La plupart d'entre elles s'approvisionnent en eau dans les forages communautaires proches. L'hygiène de l'eau mise à disposition des enfants dans des seaux dans les salles de classe laisse à désirer. Les jardins scolaires et les espaces verts sont difficilement implantés à cause de l'absence de clôture qui expose ces espaces aux animaux en transhumance. Notons que ces écoles sont en bordure de routes fréquentées par les gros transporteurs, ce qui met en danger la vie des enfants surtout en l'absence de clôture.

La plupart de ces écoles sont en situation difficile et les besoins sont grands (mobilier, matériel didactique, infrastructures, personnel enseignant, formation...) (cf- Tableaux en Annexe).

Il convient, pour achever cette brève description, de signaler le cas de l'Ecole Dar A Salam dont la conception des locaux scolaires (adaptés à l'environnement et fonctionnels) ainsi que le mode d'organisation pourrait servir de modèle aux autres écoles sur plusieurs plans.



cuisine de cantine de PAM à Ngan-Hi

## 2- Appréciation des progrès accomplis par rapport aux Programmes PAM et UNICEF

- Dans l'ensemble, quoique la déperdition des filles en fin de cycle primaire soit encore significative, **l'impact de la cantine scolaire** commence à se faire sentir sur les effectifs et la régularité des élèves : dans 4 écoles, les effectifs des filles en CM 2 dépassent 40% et deux écoles atteignent la parité. Les comités de gestion sont en place et fonctionnels ; certaines communautés (Mbale, Ngan-Hi) font l'effort de varier les mets et de contribuer au fonctionnement de la cantine (support des mamans et jeunes filles de la communauté). Toutefois, la qualité du repas laisse à désirer (ex, riz tout blanc à Babongo), ce qui pourrait s'expliquer par des lacunes au niveau de la planification, de la gestion administrative mais aussi de la formation des acteurs en matière de nutrition.
- **La mise en oeuvre de l'approche Ecole Amie des Enfants, Amies des Filles (EAFAF)**, appuyée par l'UNICEF, varie selon les écoles et surtout selon l'ancienneté, le degré de formation et l'engagement du directeur d'école. Le **concept d'école amie** n'est pas encore bien appréhendé par toutes les instances et mérite d'être renforcé auprès des enfants et des parents. **Les APEE** sont en place et dans plusieurs localités, la communauté est vraiment engagée (ex, à Mbale, les locaux de l'école ont été construits entièrement par la communauté) mais la compréhension de leur rôle et de leur fonction paraît variable ; les présidents d'APEE ont été formés mais n'ont pas encore pu transmettre les informations reçues aux membres du bureau en vue de consolider leur organisation. **La banque de livres** fonctionne et est mise au service des élèves mais elle relève essentiellement du directeur qui n'implique pas l'APEE comme prescrit, ce qui pourrait créer des conflits dans le futur. **Les gouvernements d'enfants** existent mais ne sont pas bien structurés, les attributions et fonctions ne sont pas clairement définies. A Meiganga, grâce à la Convergence, certains enfants ont pu bénéficier **d'actes de naissance** (ex, 14 à Ngan-Hi) mais le taux d'enfants ne disposant pas de cet acte est effarant (autour de 80% dans plusieurs écoles) avec une incidence sur l'éligibilité des élevés aux examens du CEP. Les centres spéciaux d'état civil de la zone ne sont pas pourvus en personnel et Meiganga demeure la seule référence pour

les communautés. Finalement, *la problématique du genre* n'est pas toujours bien appréhendée par les différents acteurs : les pesanteurs socio-culturelles restent encore vivaces.

- En outre, le manque d'encadrement des écoles (plusieurs d'entre elles n'ont pas reçu de visites de supervision cette année surtout à Ngaoundéré) ne favorise pas la mise en application des enseignements reçus. La grande mobilité des enseignants, le faible niveau de formation de certains ainsi que le ratio élèves-maître très élevé constituent des freins au progrès.

### **3-Etat des lieux par rapport aux autres composantes du Programme Conjoint**

- **Curriculum Compétences de Vie Courante(CVC) ou « Life Skills » et Education à la Vie Familiale/Education en matière de Population (EVF/EMP)**

La mise en oeuvre est approximative:les documents fournis aux écoles dans le cadre du Programme UNICEF ne sont pas utilisés adéquatement, ils sont distribués aux élèves sans exploitation par l'enseignant. Le niveau d'application des CVC dans les écoles dépend beaucoup du degré de compréhension et d'engagement du directeur d'école .Toutefois, la prévention du VIH /SIDA paraît un sujet de préoccupation et les élèves, par le biais des gouvernements d'enfants y sont sensibilisés dans plusieurs établissements scolaires.

- **Bibliothèque**

Les bibliothèques sont plutôt embryonnaires. Une seule école, celle de Dar A Salam, dispose d'un espace et de livres mais non sécurisés. Une forte demande existe toutefois.

- **Coopératives scolaires et clubs santé**

Ces structures n'existent pas dans les écoles primaires visitées.

- **Services de santé**

Dans quelques rares écoles, les enfants de moins de 6 ans bénéficient de la vaccination (lors des campagnes) et de l'apport en vitamine A. Aucune action n'a été enregistrée pour le déparasitage.Quelques rares écoles (3) ont reçu le kit de santé de l'UNICEF (en voie d'épuisement) et la portion du "paquet minimum" du MINEDUB relative à la santé n'a pas été reçue cette année par les écoles. Ainsi les boites à pharmacies sont quasiment vides.

- **Alphabétisation**

Les programmes d'alphabétisation ont existé dans le temps mais ne sont plus opérationnels. Toutefois, la demande est forte de la part de la communauté et des APEE en particulier.

- **Activités Génératrices de Revenus**

Deux localités sur neuf (Mbale, Ngan –Hi) mènent des activités génératrices de revenus orientées vers l'école. Le concept de l'AGR comme source de revenus et de développement tant de la communauté que de l'école n'est pas suffisamment appréhendé.



latrine d'école de Ngan-Hi

## RECOMMANDATIONS

### 1-Constitution d'un paquet minimum intégré de services aux écoles

#### - Pour les élèves :

- Santé/nutrition : déparasitage, vitamine A, acide folique (OMS en collaboration avec MINSANTE, MINEDUB); renforcement cantine scolaire(PAM/FAO en collaboration avec MINADER,MINEDUB); construction de latrines séparées filles/garçons (UNICEF,OMS en collaboration avec MINSANTE,MINEDUB)
- Education : Fourniture, manuels scolaires, équipement sportif, matériel d'hygiène, aménagement des infrastructures (salles de classe, aires de jeux, jardins scolaires); mise en oeuvre des CVC et EVF/EMP, éducation à la citoyenneté, sensibilisation à la problématique de genre... (UNFPA, UNESCO, UNICEF, ONUSIDA en collaboration avec MINJEUN, MINEDUB, MINPROFF, MINEFOP, MINTSS)
- Protection : Acquisition des actes de naissance (jugements supplétifs) (UNICEF en collaboration avec MINEDUB, MINAS, MINJUSTICE, MINATD, CCS Provincial de l'Adamaoua et ONGs); sensibilisation au travail et à la traite des enfants (BIT, UNESCO, UNICEF, en collaboration avec MINJEUN, MINEDUB, MINAS, MINJUSTICE)
- Activités post et périscolaires : appui à la mise en place des coopératives scolaires et clubs, jardins scolaires, renforcement du gouvernement d'enfants (UNESCO, UNICEF, OMS, BIT en collaboration avec MINEDUB, MINJEUN, MINADER, MINSANTE)

#### - Pour les enseignants :

- Formation : pédagogie, approche genre, compétences de vie courante, coopérative/AGR (UNESCO,UNICEF,UNFPA,OMS,BIT,PNUD,ONUSIDA en collaboration avec MINEDUB, MINSANTE, MINADER, MINJEUN, MINPROFF, MINTSS)
- Augmentation des effectifs (MINEDUB avec appui de la Banque Mondiale et des parrains EPT pour le plaidoyer)
- Logement (MINEDUB, MINVILLE avec appui de la Banque Mondiale)

- Salaires (MINEDUB avec appui de la Banque Mondiale)
- Dotation en mallette pédagogique (MINEDUB)

#### **- Pour les Communautés**

- Appui aux AGR : formation et appui matériel pour la mise en place de coopératives (BIT/COOP, PNUD, UNFPA en collaboration avec MINADER, MINPROFF, MINEPIA)
- Formation des APEE : micro-planification, gestion, CDE/CEDEF, problématique de genre, activités socio-culturelles, utilisation des matériaux locaux, sensibilisation au travail et à la traite des enfants, sensibilisation à l'importance de l'acte de naissance (BIT/HIMO, UNESCO, PNUD, UNICEF en collaboration avec MINPLAPDAT, MINCULT, MINPROFF, MINEDUB, MINJUSTICE)
- Alphabétisation fonctionnelle (UNESCO en collaboration avec MINJEUN, MINEDUB, MINPROFF, MINAS)
- Construction de points d'eau (OMS en collaboration avec MINMEE)

#### **2- Autres Recommandations**

- Que le PAM étende le partenariat PAM /SAILD dans les 10 écoles en vue de la formation en gestion et planification des comités de gestion des cantines scolaires (CGC)
- Qu'un modèle standard des EVF/EMP/CVC soit défini et mis en oeuvre dans les écoles primaires en septembre 2005 (UNFPA, UNICEF, UNESCO, BIT, OMS, ONUSIDA avec la collaboration du MINEDUB, MINPROFF, MINAS). L'expertise de la DSAPPS devrait être mise à contribution.
- Qu'un espace bibliothèque soit aménagé dans les écoles (UNESCO en collaboration avec MINEDUB). Le bibliothécaire formé par l'UNESCO et basé à la radio communautaire de KIRIKI pourrait contribuer à la formation des directeurs d'école.
- Que les radios communautaires et les medias locaux soient activement impliqués dans les activités de communication pour le changement de comportement et dans l'enseignement des Compétences de vie courante. Le pool de formateurs provinciaux de la Convergence et les cellules locales de communication (CLC) des aires de convergence pourraient être également sollicités pour appuyer l'action des inspecteurs d'arrondissement
- Que les actions des acteurs de terrain en faveur de l'octroi des actes de naissance aux enfants des écoles amies de Meiganga soient renforcées, en mettant à profit l'expérience de Ngaoundere. Un plaidoyer devrait être menée auprès des instances judiciaires locales pour faciliter les jugements supplétifs avec l'appui de l'ONG ADAMs.
- Que des igloos soient introduits systématiquement dans les écoles pour préserver la qualité de l'eau potable mise à disposition des enfants dans les salles de classe.

- Qu'un comité local mixte de suivi des écoles (MINEDUB/IAEPM, Secrétaire Exécutif du Comité de Gestion FAO/PAM, point focal UNICEF, point focal UNESCO) soit constitué pour encadrer les 10 écoles concernées
- Que le Comité de Coordination Provincial du Programme Education de Base soit renforcé avec des représentants des autres structures concernées et intègre dans son plan d'action le suivi des écoles du Programme Conjoint comme une priorité
- Que le MINEDUB considère ces écoles comme prioritaires pour l'allocation des ressources (humaines et matériels) disponibles.

#### **PROCHAINES ETAPES :**

- Restitution des résultats de la mission à l'ensemble des acteurs concernés (SNU et partenaires gouvernementaux)
- Définition des cahiers de charge des comités de suivi à différents niveaux
- Etablissement d'un calendrier de mise en œuvre d'ici à septembre 2005

#### **CONCLUSION**

En dépit des efforts des instances responsables et des communautés, nous sommes loin de l'atteinte des objectifs de l'EPT et du Millenium dans les localités concernées. Une synergie des efforts s'impose pour faire de ces écoles des modèles dont les résultats et leçons apprises pourraient être généralisés à l'ensemble des zones prioritaires d'éducation et du système éducatif en général, pour le plus grand bien des enfants camerounais.



Ecole construit par la communauté de Mbale.